



2024, une année charnière pour les archives

Communiqué de presse conjoint de l'AAFB et du VVBAD

Dans beaucoup de secteurs, l'année 2024 est rythmée par la rédaction d'un mémorandum à l'occasion des élections fédérales, régionales et au niveau des pouvoirs locaux. Les fédérations belges des archivistes et gestionnaires de l'information n'échappent pas à cette coutume. Le mémorandum de l'Association des archivistes francophones de Belgique (AAFB), « **Pensez 2030, loin de 1984** », et celui de Vlaamse Vereniging voor Bibliotheek, Archief & Documentatie vzw (VVBAD), « **Hoe bouwen we samen aan een sterke informatiesector in Vlaanderen?** » ont été l'occasion de consulter l'ensemble des professionnel·les pour imaginer l'avenir du secteur et tenter de trouver des réponses aux enjeux et défis qu'il rencontrera au cours des prochaines années.

Outre cette échéance électorale, un autre évènement d'envergure concerne notre secteur à savoir la désignation d'un nouveau directeur général ou d'une nouvelle directrice générale pour les Archives de l'État et Archives Générales du Royaume. Depuis la fondation de la Belgique, seules 11 personnes se sont relayées à ce poste en vue de collecter, valoriser et préserver les traces du fonctionnement de notre État. À cette occasion, l'AAFB et le VVBAD souhaitent rappeler le rôle qu'occupent les Archives de l'État, mais également attirer l'attention sur les enjeux qui se posent au niveau fédéral et aux revendications portées par le secteur pour les rencontrer.

Les Archives de l'État est l'institution publique qui a pour rôle d'assurer la conservation des documents publics dans de bonnes conditions, de contrôler le versement et la conservation des archives publiques dans le but de garantir une ouverture au public, de définir les modalités de conservation et de rédiger des avis et recommandations. En tant que directeur ou directrice général·e des Archives de l'État, l'archiviste général du Royaume est le ou la garante de cet établissement scientifique fédéral. Sa nomination constitue donc un moment clé et une opportunité pour l'institution, et de facto pour le secteur, de proposer de nouvelles stratégies permettant de répondre aux enjeux et défis qui se posent à notre secteur en raison des évolutions des métiers des archives.

Ces défis sont nombreux et importants. En effet, la gestion et la préservation des archives publiques touchent de près à la **démocratie de notre État**. Une politique raisonnée de gestion des archives permet de garantir leur accès à tous les citoyens et citoyennes, ce qui, rappelons-le, est un droit fondamental inscrit dans notre Constitution. Pour garantir la gestion et la conservation des archives, il faut notamment **un cadre légal fort et adapté à la situation actuelle**, ce qui passe notamment par la révision et la modernisation de la loi de 1955 sur les archives.

Les **enjeux numériques** sont également essentiels : nos gouvernants et administrations communiquent et partagent de l'information par un nombre toujours croissant de canaux et de formats (cloud, réseaux sociaux, email, messagerie instantanée, sms, ...). À l'heure de la production en masse de fichiers et données électroniques, il est urgent de prendre à bras-le-corps la problématique de l'accumulation de données numériques dans les administrations et les entreprises. En tant que figure de proue du secteur, les Archives de l'État devraient initier des collaborations et mutualisations en vue d'implémenter et maintenir des solutions de **préservation des données numériques à long terme**.

Afin de pouvoir garantir un service public fédéral de qualité aux administrations et aux citoyen.ne.s, il est indispensable de compenser les moyens humains et financiers perdus ces dernières années en **révisant à la hausse la dotation** des Archives de l'État. À l'instar des autres institutions scientifiques fédérales, ils ont perdu plus de 15% de leur financement structurel au cours des dix dernières années. Pire encore, entre 2014 et 2019, les Archives de l'État ont vu leur budget en personnel réduire de 2% par an, entraînant une chute sur la même période du nombre de scientifiques statutaires de 80 à 62. Dans le même temps, les fonds patrimoniaux conservés ont quant à eux augmenté de 30% pour avoisiner les 360 kilomètres linéaires d'archives, dont les plus anciennes remontent au 9^{ème} siècle. De plus, la révision de la législation archivistique en 2009 n'a pas pris en compte les impacts financiers de la réduction (de 100 à 30 ans) du délai de transfert des archives des administrations fédérales vers les Archives de l'État.

La modernisation et l'accroissement des capacités d'accueil des Archives de l'État en Région de Bruxelles-Capitale sont également indispensables. Actuellement, il manque plus de 50 km linéaires d'espaces de conservation. Les Archives de l'État à Bruxelles ne sont plus en mesure d'accueillir de nouveaux versements en provenance des administrations fédérales ou doivent les stocker sur palettes, ce qui est inimaginable étant donné leur rôle de garant en matière de conservation des archives, de bonne gouvernance et de transparence administrative.

Le plan stratégique qu'élaborera le ou la nouvelle archiviste général-e du Royaume devra prendre ces différents enjeux et considérations en compte de manière à assurer le développement des Archives de l'État. En tant que fédérations professionnelles, l'AAFB et le VVBAD souhaitent jouer leur rôle en pleine collaboration avec le ou la nouvelle directeur-riche des Archives de l'Etat, pour l'accompagner dans la coordination de ses mesures avec l'ensemble des forces vives de notre secteur. À des fins de transparence et parce que ce plan d'action touche le secteur des archives dans son entièreté, l'AAFB et le VVBAD proposent que ce plan d'action stratégique soit rendu public dans la foulée de sa nomination.

Il est à craindre que l'organisation des prochaines élections n'influe négativement sur le calendrier de nomination de l'Archiviste général-e du Royaume. L'AAFB et le VVBAD plaident pour que ce poste soit occupé le plus rapidement possible par un-e Archiviste général-e de plein exercice et que cette personne puisse collaborer avec l'ensemble du secteur. Elle se réjouit d'apporter son concours à la résolution des mille et uns défis que devront relever au cours des prochaines années les Archives de l'État et de manière plus large l'ensemble du secteur des archives.



2024, een cruciaal jaar voor archieven

Gezamenlijk persbericht van de VVBAD en de AAFB

In veel sectoren wordt het jaar 2024 gekenmerkt door het opstellen van een memorandum naar aanleiding van de federale, regionale en lokale verkiezingen. Ook de Belgische beroepsverenigingen van archivariissen en informatiebeheerders deden dit. Het memorandum van de Association des archivistes francophones de Belgique (AAFB), “**Pensez 2030, loin de 1984**”, en die van de Vlaamse Vereniging voor Bibliotheek, Archief & Documentatie vzw (VVBAD), “**Hoe bouwen we samen aan een sterke informatiesector in Vlaanderen?**”, boden de gelegenheid om professionals te raadplegen om zich een voorstelling te maken van de toekomst van de sector en een proeve van antwoord te formuleren op de opgaven en de uitdagingen waarvoor de sector de komende jaren staat.

Naast de verkiezingen is er nog een andere belangrijke gebeurtenis voor onze sector, namelijk de benoeming van een directeur-generaal voor het Algemeen Rijksarchief. Sinds de oprichting van België hebben slechts 11 personen deze functie bekleed, met als doel de historiek van de werking van de Staat te documenteren, te valoriseren en te bewaren. Bij deze gelegenheid willen de AAFB en de VVBAD de rol van het Rijksarchief in herinnering brengen, maar ook de aandacht vestigen op de problemen die op federaal niveau spelen en op de eisen die de sector stelt om hieraan tegemoet te komen.

Het Rijksarchief is de openbare instelling die ervoor moet zorgen dat overheidsdocumenten in goede omstandigheden bewaard worden. Het is de instelling die toezicht houdt op de overdracht en de bewaring van overheidsarchieven om de publieke toegankelijkheid ervan te garanderen. Tot slot bepaalt het Rijksarchief de bewaringstermijnen en stelt adviezen en aanbevelingen hierover op. De directeur-generaal van het Rijksarchief (ook: de Rijksarchivaris) verzekert de goede uitvoering van de taken van deze federale wetenschappelijke instelling. Zijn of haar benoeming is daarom een belangrijk moment en een kans voor de instelling, en de facto voor de sector, om nieuwe strategieën voor te stellen om de opgaven en uitdagingen aan te pakken waarmee onze sector wordt geconfronteerd als gevolg van de ontwikkelingen in de sector van het documentbeheer.

De uitdagingen zijn talrijk en belangrijk. Het beheer en de bewaring van overheidsarchieven is een fundament van onze **democratisch staatsbestel**: een goed doordacht archiefbeleid garandeert toegang tot archieven voor alle burgers. Die toegang is een recht dat is vastgelegd in de Grondwet. Om het behoud en beheer van archieven te garanderen, hebben we **een sterk wettelijk kader nodig dat is aangepast aan de huidige situatie**, wat betekent dat de Archiefwet van 1955 moet worden herzien en gemoderniseerd.

De **digitale uitdagingen** zijn ook een cruciaal aandachtspunt: onze bestuurders en overheidsadministratie communiceren en delen informatie via een steeds toenemend aantal kanalen en formaten (cloud, sociale netwerken, e-mail, instant messaging, sms, enz.). In deze tijd van massaproductie van elektronische bestanden en gegevens, is het dringend nodig om het probleem van de opstapeling van digitale gegevens in administraties en bedrijven aan te pakken. Als toonaangevende speler in de sector moet het Rijksarchief de aanzet geven tot samenwerking en bundeling van de

krachten over bestuursgrenzen heen met het oog op de invoer en het onderhoud van langetermijnbewaring van digitale gegevens.

Om overheden en burgers een sterke federale openbare dienstverlening te kunnen garanderen, is het essentieel om de menselijke en financiële middelen die de voorbije jaren verloren gingen, te compenseren door de **financiering van het Rijksarchief te verhogen**. Net als de andere federale wetenschappelijke instellingen is de afgelopen tien jaar meer dan 15% van hun structurele financiering verloren gegaan. Erger nog, tussen 2014 en 2019 zag het Rijksarchief zijn personeelsbudget dalen met 2% per jaar, wat leidde tot een daling van het aantal statutaire wetenschappers van 80 naar 62. Tegelijkertijd is het erfgoedbezit met 30% toegenomen tot bijna 360 strekkende kilometer archief, waarvan het oudste dateert uit de 9^e eeuw. Bovendien werd bij de herziening van de archiefwetgeving in 2009 geen rekening gehouden met de financiële gevolgen van de verkorting (van 100 naar 30 jaar) van de termijn voor de overdracht van archief uit de federale overheidsdiensten naar het Rijksarchief.

De modernisering en uitbreiding van de capaciteit van het van het Rijksarchief in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is broodnodig. Momenteel is er een tekort aan opslagruimte van meer dan 50 strekkende kilometer. Het Rijksarchief in Brussel is niet in staat om nieuwe overdrachten van federale administraties op te vangen of is gedwongen ze op pallets op te slaan. Dit tart alle verbeelding gezien het net hun rol is om de kwaliteitsvol archiefbeheer, goed bestuur en administratieve transparantie te verzekeren.

Het strategisch plan dat de nieuwe rijksarchivaris moet opstellen, zal rekening moeten houden met deze vraagstukken en bedenkingen om de verdere ontwikkeling van het Rijksarchief te vrijwaren. Als beroepsverenigingen willen de AAFB en de VVBAD hun rol spelen en hun volle medewerking verlenen aan de nieuwe directeur van het Rijksarchief. We willen hem of haar ruggensteunen bij het afstemmen van de acties uit het plan met de drijvende krachten in onze sector. In het kader van de overheidstransparantie en omdat het actieplan de hele archiefsector aanbelangt, stellen de AAFB en de VVBAD voor om dit strategisch actieplan na de benoeming van de algemeen rijksarchivaris openbaar te maken.

Het valt te vrezen dat de verkiezingen van juni voor uitstel van de benoeming van een nieuwe Rijksarchivaris kunnen zorgen. De AAFB en de VVBAD dringen erop aan dat deze functie zo spoedig mogelijk ingevuld wordt door een Rijksarchivaris met volle bevoegdheid, die met de gehele sector weet samen te werken. De AAFB en de VVBAD kijken ernaar uit om bij te dragen aan het oplossen van de duizend-en-een uitdagingen waar het Rijksarchief en de bredere archiefsector de komende jaren voor staan.